

sommaire

Introduction11

Illusions de la géographie et présence des religions

- « L'Égypte est un pays d'Afrique. »17
- « Depuis l'Antiquité, grâce au Nil, l'Égypte est un grenier à blé. »23
- « L'Égypte contemporaine est le plus important des pays musulmans. »29
- « L'islam égyptien est un islam modéré. »35

Société d'hier et d'aujourd'hui

- « Les atouts touristiques de l'Égypte contemporaine sont ses vestiges pharaoniques. »47
- « Terre de civilisation, l'Égypte ne brille pas aujourd'hui par sa culture. »59
- « La situation de la femme est en nette régression en Égypte. »67
- « Les Égyptiens sont un peuple gai. »77

Atouts et complexités stratégiques

- « L'Égypte a une importance stratégique essentielle. » ...85
- « L'Égypte est le pays phare du monde arabe. »93
- « Ancien protectorat britannique, l'Égypte est naturellement tournée vers la culture anglo-saxonne. » ...103
- « Depuis les accords de Camp David, l'Égypte est sous la coupe des États-Unis. »109

Modernisation, révolutions et enjeux politiques

« La modernisation de l'Égypte est l'œuvre de la République et de la période nassérienne. »	119
« Nasser est le héros des Égyptiens. »	127
« Le barrage d'Assouan a favorisé le développement de l'Égypte. »	135
« L'Égypte est un pays émergent. »	141
« L'arrivée au pouvoir des Frères musulmans est une régression. »	147
« Depuis la chute d'Hosni Moubarak, l'Égypte évolue vers la démocratie. »	153

Conclusion167

Annexes

Glossaire	173
Chronologie	185
Pour aller plus loin	197

« Depuis la chute d'Hosni Moubarak, l'Égypte évolue vers la démocratie. »

*Le peuple d'Égypte a parlé, sa voix a été entendue,
et l'Égypte ne sera plus jamais la même.*

Barack Obama, discours après la démission
d'Hosni Moubarak, 11 février 2011

Au sein d'un monde arabe antérieurement dominé par l'autoritarisme politique, l'Égypte d'Hosni Moubarak est longtemps apparue aux capitales occidentales comme une « dictature molle » susceptible d'évoluer, à plus ou moins long terme, vers une sorte de démocratie contrôlée. Des élections législatives s'y tenaient régulièrement. L'élection du président ne s'opérait plus par voie plébiscitaire depuis 2005. Bien que sévèrement contrôlés, des partis politiques d'opposition avaient le droit de cité à côté du Parti national démocratique (PND), le tout-puissant parti gouvernemental. Les médias jouissaient d'une certaine liberté de ton, de même que les activités artistiques et culturelles. Ainsi, en comparaison de ses voisins syrien, libyen ou tunisien, l'Égypte se trouvait, du point de vue du pluralisme et du respect des droits fondamentaux, dans une situation nettement plus favorable. En outre, du fait de la forte influence acquise par les Frères musulmans* sur la société égyptienne, le régime du président Moubarak, en dépit de ses nombreuses vicissitudes, apparaissait à la plupart des dirigeants des pays occidentaux et à de nombreux experts comme la seule

alternative possible à un risque de basculement du pays dans l'islamisme*. Il n'est donc pas étonnant que ces derniers, à l'instar de la presse officielle égyptienne, aient loué avec constance la « modération », la « sagesse » ou la « clairvoyance » d'Hosni Moubarak, en saluant sans ménagement les réformes le plus souvent factices qu'il prétendait entreprendre.

Cet *apriori* favorable se dégradait, pourtant, très vite, dès que l'on soumettait le régime politique égyptien à un examen rigoureux de son respect des principes fondamentaux de la démocratie et de l'état de droit. L'existence d'une constitution et d'institutions politiques issues de processus électoraux tentant de faire illusion ne parvenaient pas à faire oublier le maintien de l'état d'urgence, systématiquement prorogé depuis l'assassinat d'Anouar el-Sadate en 1981, et la violation permanente des droits et des libertés les plus élémentaires : pratique de la torture et des mauvais traitements dans les prisons, détention prolongée sans inculpation, limitations abusives des libertés de réunion, d'association et plus généralement d'expression. À cet état précaire des droits de l'Homme, s'ajoutait une situation économique et sociale particulièrement dégradée. Les réformes de libéralisation entreprises par le régime d'Hosni Moubarak dans les années 2000, loin d'enrayer le développement de la grande pauvreté et de créer des emplois, ont en fait accentué les inégalités au profit d'une oligarchie accaparant les principales rentes de l'économie nationale (recettes du canal de Suez, aide américaine...). Dans ces conditions, l'absence de perspective politique autre que la dévolution de la succession de Moubarak à son fils cadet, Gamal, et la transformation de

l'Égypte en une sorte de république héréditaire ont définitivement entamé la crédibilité du discours réformateur de ce régime et obéré ses maigres chances de survie.

Au cours des années qui précèdent la révolution égyptienne, l'augmentation du coût de la vie, le chômage, le manque de logements, l'absence de liberté d'expression et l'usure d'une présidence inaugurée au début des années 1980 provoquent une montée des tensions sociopolitiques et catégorielles. Dès 2004, le mouvement Kefaya* (« ça suffit ! »), plate-forme rassemblant des militants d'opposition laïques, qui n'a pas un statut légal de parti politique, essaie de mobiliser les différents secteurs de la société en dénonçant le caractère dynastique du régime et son pro-américanisme. En dépit de la réélection d'Hosni Moubarak en 2005, au terme d'un scrutin boudé par plus de 90 % du corps électoral égyptien, cette effervescence politique se poursuit dans les années suivantes et se traduit par la multiplication de mouvements de revendication provoqués, non par les Frères musulmans ou des partis d'opposition reconnus, mais le plus souvent par des coordinations autonomes ou par des organisations de la société civile qui testent de nouveaux modes de mobilisation populaire. Ainsi, le mouvement du 6 avril*, créé en 2008 par des jeunes activistes comme Ahmet Maher en vue de soutenir les grèves ouvrières de El-Mahalla El-Koubra, est l'un des premiers à utiliser les réseaux sociaux (Facebook, Twitter...) et les techniques d'action non-violentes du politologue américain Gene Sharp, dont s'est servi le mouvement serbe Otpor pour obtenir le départ de Slobodan Milosevic en 2000. Dans la mesure où il combat une dictature héritière des tentatives socialistes de l'époque nassérienne, ce mouvement s'intéresse

aussi de près à la lutte menée par le syndicat Solidarnosc dans les années 1980 en Pologne. En juin 2010, un autre événement a un retentissement considérable : pour dénoncer la mort d'un jeune homme d'Alexandrie, Khaled Saïd, sous les coups de la police, Wael Ghonim, un informaticien, lance une page Facebook « Nous sommes tous des Khaled Saïd ». Cette forme d'activisme va jouer un rôle déterminant dans le déclenchement de la révolution sur les bords du Nil, car si les Égyptiens refusent de participer aux consultations électorales caricaturales qui leur sont proposées par le régime, près de 30 % d'entre eux sont devenus des utilisateurs assidus d'Internet, et 40 % possèdent un téléphone portable. À cela s'ajoute l'apparition et le développement en particulier au Caire de clubs de supporters de football ultras qui mobilisent des milliers de jeunes et jouent le rôle d'un exutoire dans un pays où la liberté d'association et de manifestation n'existe pas. Fondés en 2007, les Ultra White Knights du Zamalek Sporting Club ou les Ultras Ahlawy du club Al Ahly sont les premiers à faire huer publiquement dans les stades le nom de Moubarak et à entrer en confrontation ouverte avec les forces de police. Ce n'est pas par hasard qu'on va retrouver leurs membres, habitués aux combats de rue, en première ligne des événements révolutionnaires.

Le soulèvement en Égypte commence le 25 janvier 2011, dix jours après la chute du président tunisien, Zine el-Abidine Ben Ali, par des manifestations qui dénoncent la corruption du régime, l'inégale répartition des richesses et la répression policière, tout en réclamant la fin de l'état d'urgence et surtout le départ du président Moubarak. Cette première « journée de la colère » surprend notamment

par l'ampleur du nombre des manifestants (plusieurs milliers alors les précédents mouvements n'en rassemblaient péniblement que quelques centaines) et les techniques (leurres réels ou virtuels) qu'ils utilisent pour déjouer les stratégies de dispersion traditionnellement employées par les forces de l'ordre. Elle consacre ainsi l'existence d'un mouvement qui acquiert rapidement une dimension nationale affectant les autres villes égyptiennes (Alexandrie, Port-Saïd, Suez...) et ne tarde pas à prendre la forme d'une crise de régime, après le retour en Égypte, le 27 janvier 2011, de Mohamed El Baradeï, l'ex-directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et prix Nobel de la paix, qui appelle à une transition politique.

Dès lors, en dépit du couvre-feu et d'une sévère répression, la mobilisation ne va cesser de s'amplifier dans les jours qui suivent. L'occupation permanente de la place Tahrir* devient le symbole d'un mouvement de résistance au régime qui se caractérise par l'absence de personnalités saillantes susceptibles d'être arrêtées et intimidées par le pouvoir. Ainsi, le 8 février, le cyberdissident Wael Ghonim explique sur un ton pathétique aux manifestants de la place Tahrir qu'il n'est pas un « héros », bien que le témoignage émouvant sur son arrestation, qu'il a livré la veille à la télévision, ait contribué à faire de lui l'une des icônes de la mobilisation. Débordé par un soulèvement qui l'a surpris, le régime d'Hosni Moubarak tente néanmoins d'assurer sa survie. Il essaie, tout d'abord, de bloquer la circulation de l'information : la téléphonie mobile, Internet et les réseaux sociaux sont coupés à plusieurs reprises. Il cherche, ensuite, à intimider les médias : de nombreux journalistes étrangers sont molestés voire passés à tabac par la police égyptienne

Les anti-héros de la révolution de 2011

Si en la personne de Saad Zaghloul et de Gamal Abdel Nasser, les précédentes révolutions égyptiennes avaient vu l'avènement de leaders particulièrement charismatiques, la révolution du 25 janvier 2011 restera celle des anti-héros. Candidat déclaré à la présidence de la République et rentré de l'étranger pour soutenir les premiers événements révolutionnaires, le prix Nobel de la paix, Mohamed El-Baradei, s'est cantonné à un rôle de sage plus que de véritable acteur. Au sein des révolutionnaires de la première heure, un certain nombre de personnalités se sont néanmoins fait connaître. À cet égard, on peut citer Wael Ghonim, un informaticien égyptien directeur du marketing de Google à Dubaï, qui avait déjà développé des mouvements de protestation sur Facebook dans les mois précédant la révolution ou le jeune ingénieur Ahmed Maher qui avait expérimenté de nouvelles techniques de mobilisation depuis 2008, ou encore la blogueuse Israa Abdel Fattah, un moment présente pour le prix Nobel de la paix avant de se voir préférer la plus charismatique révolutionnaire yéménite Tawakkul Karman. Ces activistes se sont gardés de revendiquer la paternité d'une révolution dont ils ont toujours souhaité respecter l'essence auto-gestionnaire et par ailleurs ils ne sont pas parvenus à jouer un rôle de premier plan dans la transition politique qui a suivi la chute d'Hosni Moubarak. Certes, lors des élections présidentielles de 2012, le score surprenant du néo-nassérien Hamdine Sabahi est lié à son engagement actif dans les événements révolutionnaires mais il n'a pas réussi lui non plus à s'imposer. Même au sein des Frères musulmans qui ont finalement remporté ces élections, le leader le plus charismatique, Mohamed Khairat al-Chater, a finalement été supplanté par un certain Mohamed Morsi...



Manifestation sur la place Tahrir en février 2011

ou par des hommes de main, tandis que l'accréditation de la chaîne de télévision qatarie Al-Jazira lui est retirée et que ses locaux sont fermés. Il favorise, enfin, le chaos pour susciter une contre-révolution : au Caire des prisonniers libérés par milliers se répandent dans des rues que la police ne contrôle plus et, sur la place Tahrir, des *baltaguis* (gros bras du parti gouvernemental) montés sur des chevaux et des dromadaires tentent de déloger les manifestants. Sur le plan institutionnel, après avoir nommé un nouveau gouvernement dirigé par Ahmed Chafik (un militaire issu, comme le président, des rangs de l'armée de l'air), et accepté de désigner un vice-président, en la personne du général Omar Souleiman (le chef des Moukhabarat*, services secrets égyptiens), le président

Moubarak décide de se séparer des ministres et des conseillers réputés proches des milieux des affaires, et de son fils Gamal. Mais il se refuse à démissionner et se borne à annoncer qu'il ne se représentera pas à la prochaine élection présidentielle.

Ces maigres concessions n'ont aucun effet sur le mouvement qui continue à se développer et à réclamer le départ immédiat d'Hosni Moubarak. Finalement, le 11 février 2011, le vice-président, Omar Souleiman, annonce que Moubarak renonce à exercer ses fonctions et que le pouvoir est transférée à l'armée qui, depuis la fin du mois de janvier, est omniprésente dans les rues abandonnées par la police. Après avoir également évincé le général Omar Souleiman de la vice-présidence, le Conseil suprême des forces armées (CSFA) suspend la Constitution et dissout l'Assemblée nationale. Le président du CSFA, le maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, devient chef d'État par intérim. C'est une première victoire de la révolution qui provoque un immense espoir au Caire, même si déjà l'on s'interroge sur le rôle prépondérant qu'a pris l'armée dans le processus qui vient de s'enclencher. Une commission de réforme constitutionnelle est mise en place avec pour mission d'aboutir à un projet de révision. Le 19 mars 2011, un référendum (crédité d'une participation de 41 %) ratifie les amendements constitutionnels proposés par la commission de réforme, en dépit du souhait d'une partie de l'opposition de voir cette consultation populaire repoussée, pour permettre aux acteurs et organisations nés de la révolution de mieux se préparer dans un contexte où les Frères musulmans apparaissent comme la seule formation politique véritablement structurée. Cette réforme constitutionnelle est le prélude d'élections législatives et présidentielles libres.

Plusieurs semaines d'une insurrection, ayant mobilisé des millions de manifestants et fait probablement plus de 10 000 blessés et près d'un millier de victimes, laissent encore entières les interrogations quant à la nature et à

La place Tahrir

Rond-point névralgique du Caire, au croisement de plusieurs axes importants de circulation, située entre le Nil et le centre-ville « moderne » de la capitale égyptienne, la place Tahrir est bordée par des édifices qui sont autant de marques léguées par l'histoire de l'Égypte contemporaine : le rectorat de l'université américaine, l'immeuble de style soviétique Mogamma, la mosquée d'Omar Makram, la Ligue arabe, le siège du parti gouvernemental PND, le musée égyptien, la station la plus importante du métro du Caire. Ce n'est donc pas par hasard que l'endroit est le point de convergence des manifestations qui suivent le déclenchement de la révolution du 25 janvier 2011. Occupée de façon continue à partir de la fin du mois de janvier, la place devient alors une sorte de commune libertaire autogérée. Outre les tentes qui s'y multiplient, sont mis en place un important service d'ordre, des unités d'entretiens de la voirie ou du mobilier urbain, un hôpital de campagne pour les manifestants blessés, des animations culturelles (concerts, expositions de dessins ou de caricatures...). Elle est aussi le lieu de débats politiques permanents présidant parfois au développement du mouvement, voire de manifestations géantes. Au plus fort des événements s'y côtoient des révolutionnaires, des militants politiques, syndicaux ou associatifs, des orateurs improvisés, des militaires sympathisants avec les opposants, des marchands ambulants. On observe la présence d'un nombre significatif de femmes très investies dans les différentes activités de la place. Après la chute d'Hosni Moubarak, l'armée, la police voire des milices parallèles tentent en vain, à plusieurs reprises de la faire évacuer. Son occupation se poursuit de façon plus ou moins intense jusqu'au début de l'année 2012 et se ravive de temps à autre depuis.

l'ampleur du changement qui est réellement intervenu en Égypte. Si le régime d'Hosni Moubarak a définitivement vécu, il est téméraire d'affirmer qu'une transition démocratique a commencé en Égypte. En effet, l'assise militaire du système mis en place par le mouvement des Officiers libres* en 1952 a en partie survécu. L'armée égyptienne, qui n'a pas tiré sur les manifestants, pendant le soulèvement, est parvenue à se ménager une légitimité lui permettant d'encadrer un processus qui doit aboutir à l'instauration d'un nouveau régime. Elle a consenti, en outre, à ce que soient traduites en justice les figures de proue de l'ancien régime, y compris Hosni Moubarak (condamné à la réclusion à perpétuité en juin 2012, mais qui devra être rejugé, la Cour de cassation ayant ordonné un nouveau procès en janvier 2013, qui n'a pas encore débuté) et ses fils.

Alors même que l'effervescence politique perdure et que des foyers de tension mettent régulièrement aux prises les révolutionnaires de la place Tahrir et l'armée, le déroulement et les résultats des premières consultations électorales égyptiennes confirment le caractère incertain du changement. Les élections législatives, qui se tiennent en plusieurs étapes fin 2011/début 2012, donnent une écrasante victoire au Parti de la liberté et de la justice des Frères musulmans (44 % des sièges), tandis que les salafistes* du Parti al-Nour réalisent un score surprenant par son ampleur (22 % des sièges). Très aptes à mobiliser une jeunesse souvent éduquée et rompue à l'usage des nouveaux réseaux sociaux, les révolutionnaires égyptiens ont eu du mal à s'adresser à l'Égypte profonde, un exercice auquel les Frères, introduits de longue date dans la société égyptienne, étaient sans doute mieux préparés. Le premier tour des élections présidentielles, qui a



Quelques affiches des candidats aux élections législatives en décembre 2011 au Caire

eu lieu les 23 et 24 mai 2012, dévoile néanmoins un corps électoral plus fragmenté. Sur les 12 candidats en lice, cinq obtiennent des scores significatifs : Mohamed Morsi, le leader des Frères musulmans (24,78 %), Ahmed Chafik, le dernier chef de gouvernement de Hosni Moubarak (23,66 %), Hamdine Sabahi, l'opposant néo-nassérien inattendu (20,72 %), Abdel Moneim Aboul el-Foutouh, l'islamiste modéré (17,47 %) et Amr Moussa, l'ancien ministre des Affaires étrangères, qui se présente comme un réformateur (11,13 %). Le second tour de cette élection, les 16 et 17 juin 2012, constitue néanmoins le pire des scénarios pour les révolutionnaires égyptiens, car opposant Mohamed Morsi et Ahmed Chafik, il n'offre le choix qu'entre un islamiste convaincu et un partisan du retour à l'ordre ancien. L'élection du premier, crédité de 51,73 % des voix, relance

les interrogations sur l'avenir politique de l'Égypte, et ce d'autant plus qu'elle voit parallèlement l'*establishment* militaro-judiciaire, qui a finalement accepté que Mohamed Morsi soit investi à la présidence, tenter d'encadrer la transition politique en cours. La Haute Cour constitutionnelle égyptienne annule les élections législatives et dissout le Parlement à majorité islamiste élu au début de l'année 2012, tandis que le CSFA s'octroie par décret le pouvoir législatif et des prérogatives exorbitantes (notamment l'autorité sur les forces armées et la maîtrise du budget militaire). On pense alors que les Frères devront consentir à ce que l'armée conserve son droit de regard tutélaire sur le système. Pourtant, en août 2012, Mohamed Morsi saisit le prétexte du fiasco militaire qui suit l'attaque d'un poste frontière égypto-israélien dans le Sinaï, pour remplacer le maréchal Tantaoui à la tête du CSFA. Cette initiative indique que le nouveau président a pris la mesure de l'autorité que lui confère sa fonction et que la génération des militaires qui succèdent au maréchal Tantaoui n'entend plus jouer les premiers rôles en matière politique. Mohamed Morsi pousse encore l'avantage, le 22 novembre, en s'octroyant le pouvoir de légiférer par décret et de suspendre certaines décisions de justice. Ce coup de force provoque une reprise de l'agitation révolutionnaire et de l'occupation de la place Tahrir par des manifestants « laïques » qui accusent Morsi de se comporter en autocrate comme naguère Moubarak. Pour répondre à cette contestation, le président précipite la tenue d'un référendum sur la nouvelle Constitution, qui est finalement approuvée par 63,8 % de votants, les 16 et 22 décembre 2012.

La révolution du 25 janvier 2011

La révolution égyptienne a généralement été qualifiée d'événement inattendu. Or, lorsque l'on s'interroge sur le déclenchement du mouvement qui a mis un terme au régime d'Hosni Moubarak, on s'aperçoit que sa date croise plusieurs facteurs déterminants. Le premier facteur est bien sûr celui du précédent régional constitué par la révolution tunisienne dans les semaines qui ont précédé. Le second facteur concerne les incertitudes politiques importantes dont l'année 2011 était lourde, le mandat présidentiel d'Hosni Moubarak arrivant à son terme alors qu'aucun successeur crédible n'apparaissait. Le troisième facteur est celui de la conjoncture égyptienne du mois de janvier, le début de l'année ayant été marquée par l'attentat meurtrier de l'Église des Saints d'Alexandrie, suivi par plusieurs jours de manifestations au cours desquels de jeunes coptes, rejoints par des activistes de toutes origines, avaient mis à mal les forces de l'ordre. Enfin, le dernier facteur, encore plus conjoncturel, est lié à la date même du 25 janvier, officiellement « fête de la police » et devenue depuis quelques années un jour de dénonciation des violences policières par les opposants égyptiens. Un mouvement de protestation était donc bien attendu le 25 janvier 2011, ce qui a véritablement constitué une surprise c'est que son ampleur et l'incapacité du régime à y mettre fin dans les jours qui ont suivi l'aient transformé en révolution.

Bien qu'en matière religieuse, la nouvelle Constitution n'ait fait que reprendre les dispositions réputées consensuelles du texte précédent, qui faisaient de l'islam une « religion d'État » et de la *charia** « la principale source de la législation », les milieux laïques et libéraux redoutent qu'elle ne débouche en fait sur une interprétation plus rigoriste encore de l'islam alors même qu'elle offre peu de garantie pour les libertés. Sur le plan institutionnel, la nouvelle loi fondamentale instaure une sorte

de régime semi-présidentiel à l'égyptienne où le président est élu pour un mandat de 4 ans renouvelable une fois et où l'armée parvient à préserver une partie de son autonomie, voire de ses privilèges. Si les Frères musulmans se maintiennent au pouvoir à l'issue des prochaines élections législatives, continueront-ils à jouer la carte du pluralisme politique et du respect des principes du régime représentatif ? En tout état de cause, ils devront rendre des comptes à ceux qui les ont élus. En outre, pour prendre corps dans ce pays, le changement politique devra s'accompagner de profondes mutations sociales et sociétales. Près d'un égyptien sur deux vit encore dans le dénuement et beaucoup de femmes égyptiennes continuent d'être privées dans les faits des attributs les plus élémentaires de la citoyenneté. Il aura fallu dix-huit jours au mouvement de la place Tahrir pour chasser du pouvoir une autocratie presque trentenaire, il faudra sans doute des années pour que la révolution du 25 janvier 2011 engendre un régime civil démocratique et produise des effets en profondeur sur la société égyptienne.